

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 09 juin 2022
(Convocation du 02 juin 2022)

Aujourd'hui, le 09 juin 2022 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|---|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Présents | |
| • Nombre | 5 |
| • Voix | 5 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 14.2 des statuts | |

| | | |
|---------------------------|---|--|
| Suffrages exprimés | | |
| Pour | | |
| • Nombre | 5 | |
| • Voix | 5 | |
| Contre | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |
| Abstention | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |

Etaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Marché n°22006-1 "Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur des communes landaises - Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation sur des communes landaises" - Modification en cours d'exécution du marché - Avenant n°1

Exposé des motifs :

Dans le cadre de son double rôle d'animateur de la démarche MIRAPI (mieux reconstruire après inondation) et du PAPI (programme d'actions de prévention des inondations) de l'agglomération dacquoise, l'EPTB a retenu, dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, un prestataire unique pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens aux inondations.

Le premier lot de ce marché concerne uniquement les biens à usage d'habitation concernés sur 59 communes mentionnées dans deux arrêtés ministériels (en date du 27 septembre 2021 et du 21 décembre 2021) ainsi que 8 communes du périmètre du PAPI sur les EPCI-FP de la communauté d'agglomération du Grand Dax et de la communauté de communes du Pays Tarusate. Ce marché a été attribué le 19 avril 2022 à l'entreprise OSGAPI.

Par arrêté ministériel en date du 28 avril 2022, 18 communes landaises supplémentaires ont été rendues éligibles au dispositif MIRAPI.

Au regard de la spécificité des aléas concernés pour cette nouvelle liste, l'État souhaite qu'un dispositif particulier clairement identifié, dénommé MIRAPI 2, soit mis en œuvre pour ces communes supplémentaires.

Il s'avère que la commune de Mées fait partie du périmètre géographique du marché n°22006-1 cité en objet, en tant que commune de la communauté d'agglomération du Grand Dax incluse dans le périmètre du PAPI. Elle est maintenant éligible, depuis la parution du dernier arrêté ministériel précité, au dispositif MIRAPI et sera, de ce fait, basculée sur le dispositif MIRAPI 2.

Il convient, afin d'intégrer la commune de Mées au périmètre d'une nouvelle procédure de commande publique à venir et spécifique à MIRAPI 2, de la soustraire du périmètre du présent marché par voie d'avenant.

Vu le marché n°22006-1,
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 9 juin 2022,
Vu l'article L.2194-1 du code de la commande publique,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché n°22006-1 tels que présentés en annexe,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 09 juin 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 13/06/2022

Reçu en préfecture le 13/06/2022



ID : 040-254002264-20220609-220609H1616H1-DE

MARCHÉ n° 22006-1 - AVENANT n° 1

**Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation
(habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur des communes
landaises**

**Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage
d'habitation sur des communes landaises**

**Avenant n° 1 au marché n° 22006-1 en vertu de l'alinéa 3 de l'article L.2194-1 du
code de la commande publique**

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération n°64/2021 en date du 22 septembre 2021 de l'Institution Adour.

Article 2 : Identification du titulaire du marché public

OSGAPI
30 rue Nationale
30000 NIMES
Tél : 09.74.76.93.52 - contact@osgapi.com
SIRET : 835 125 428 00036

Article 3 : Objet du marché public

Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur des communes landaises

Lot 1 : Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation sur des communes landaises

- Date de la notification du marché public : 19 avril 2022
- Durée d'exécution du marché public : 20 mois
- Montant initial du marché public :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 548 500,00 €
 - Montant TTC : 658 200,00 €

Article 4 : Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article Article R2194-7 du code de la commande publique

L'arrêté ministériel du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » ajoute la commune de Mées dans le périmètre du dispositif MIRAPI. Il est donc nécessaire de soustraire la commune de Mées du périmètre du lot 1 du marché n°22006, dans lequel elle était identifiée hors du dispositif MIRAPI, afin de l'intégrer dans une nouvelle opération de commande publique dédiée aux communes supplémentaires intégrées dans le dispositif MIRAPI.

La carte prenant en compte la modification du périmètre figure en annexe 1. La modification du périmètre ne modifie pas le délai global du marché. Le budget total du marché public reste inchangé.

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-5 du code de la commande publique : circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Incidence financière de l'avenant

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant n'a pas d'incidence sur la durée du marché.

Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

L'article suivant du marché est modifié :

- l'article 2.1.1 du CCTP.

Toutes les autres clauses et pièces du marché demeurent inchangées.



Article 5 : Signature du titulaire du marché public

À Nîmes, le

Thomas Darras
Président d'Osgapi

Article 6 : Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour



